JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
 Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) personnel, maison Dusaux, n^o 15.
 Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. Les lettres non affranchies sont refusées.
 Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
 ANGLAISES ET AFFICHES 2^o par ligne.
 RUSSES 1^o par ligne.
 FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) personnel, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEVANT, bureau d'annonces à Riga; H. LAECHLIN, ci-devant N. KYMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinobol; K. P. BOUDNIKOW, libraire à Jitomir, et G. BARENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITE RUSSE, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse-Friedrichstr., n^o 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGLER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SANT-PETERSBOURG)	12 r.	12 r.	12 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	20 r.	20 r.	20 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	25 r.	25 r.	25 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	30 r.	30 r.	30 r.
Etats-Unis d'Amérique	35 r.	35 r.	35 r.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
 Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) personnel, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres au Bureau spécial, Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky personnel, n^o 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky personnel, 15, joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SANT-PETERSBOURG, 21 février.
MINISTÈRE DE LA GUERRE. Nomination à la dignité de membre honoraire du comité médico-scientifique de la guerre, le conseiller d'Etat actuel **Minkévitch**, qui conserve son emploi de chirurgien en chef de la circonscription militaire du Caucase. (Ordre du jour imp. du 18 février.)
 Le 27 janvier dernier, sur la proposition de S. A. I. le lieutenant de l'Empereur dans le Caucase et d'accord avec le prévôt du comité du Caucase, Sa Majesté Impériale a daigné rendre la décision suivante:
 « Dans le but de développer l'économie rurale et l'horticulture dans le gouvernement de Stavropol, le lieutenant impérial dans le Caucase aura le droit d'y concéder des terrains libres de l'Etat à des particuliers, pour y cultiver la vigne, le mûrier, le coton et d'autres plantes des climats chauds, conformément aux articles 142 à 148 des règlements sur l'économie urbaine et rurale, Liv. 2. T. XII du Corps des lois, édit. de 1857 pour le Transcaucase. »
 (Invalide russe.)

Total depuis l'apparition de la variole (du 1^{er} avril 1872 au 20 février 1873):

Cas	3293	1880	5173
Guérisons	2149	1139	3288
Décès	1077	664	1741

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

La séance du 1^{er} mars de l'Assemblée Nationale de France a vu se produire les explications demandées au gouvernement; seulement ce n'est pas M. Thiers qui les a données, mais bien M. Dufaure. Aussi les journaux n'avaient-ils, à cette date, qu'une voix pour déclarer que l'équivoque était loin d'avoir disparu. Les bruits les plus faucheux circulaient, et l'on croyait à la nécessité de retirer le projet de la commission des Trente.
 Toutes ces prévisions pessimistes ne se sont pas réalisées; une dépêche de Versailles nous apprend que M. Thiers a parlé hier, comme il en avait l'intention, et qu'il a maintenu les déclarations de M. le garde des sceaux portant que le pacte de Bordeaux reste intact et donne au message du 13 novembre un commentaire qui le met en complète harmonie avec le rapport du duc de Broglie. Il est à croire que, le préambule du projet de loi des Trente ayant été voté à une très grande majorité, — 475 voix contre 199, — les quatre articles qui le forment passeront sans soulever trop de difficultés.

prend des mesures pour assurer la tranquillité et le maintien de l'ordre. A propos de ces mesures, la dépêche annonçant que le gouvernement solumoires avait appelé des troupes sous les armes était inexacte; ces troupes ont été seulement mises « de piquet », c'est-à-dire qu'elles sont prêtes à marcher au premier ordre, si l'éclat des troubles sur un point quelconque du canton. L'agitation continue également, quoique à un degré moindre, dans les cantons de Berne, de Thurgovie et de Saint-Gall.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

AGENCE INTERNATIONALE.
 Versailles, mardi 4 mars, au soir.
 Après un discours de M. Thiers, dans lequel M. le président de la république a maintenu les déclarations de M. Dufaure, ainsi que le pacte de Bordeaux et le message, le préambule du projet de loi de la commission des Trente a été adopté par 475 voix contre 199.

Autre dépêche.
 Washington, mardi 4 mars, au soir.
 Dans son message d'inauguration, le président Grant reconnaît l'honneur qui lui a été fait par sa réélection et exprime une foi profonde dans la tendance du monde civilisé vers la république. Le président déclare qu'il s'efforcera de rétablir la concorde à l'intérieur, de maintenir des relations amicales avec les puissances étrangères, de favoriser le commerce et l'industrie et enfin de civiliser les Indiens indigènes, ou bien, si ce n'était pas possible, de leur faire une guerre de destruction. M. Grant conclut en disant qu'à l'exception de son opinion le gouvernement ne serait pas affaibli par une extension de territoire, et que, selon sa pensée, Dieu préparera la transformation du monde entier en une seule nation.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

D'après la *Kreuz-Zeitung*, M. Stephan, directeur des postes allemandes, aurait l'intention de faire figurer à l'exposition universelle de Vienne une collection complète de tous les journaux quotidiens de l'Allemagne, organes politiques et feuilles non-politiques. On choisira à cet effet le numéro du 22 mars de tous les journaux quotidiens.
 — Au dire des journaux de Berlin, M. Sonnemann, député (radical) pour Francfort-sur-Mein au Parlement de l'empire, aurait l'intention de demander, aussitôt après l'ouverture de la session, la mise en liberté de M. Bebel, qui a été rélé, comme on sait, membre de cette assemblée. On n'a pas oublié que M. Bebel subit encore la peine de réclusion dans une forteresse à laquelle il a été condamné par un décret d'assises de Leipzig, à la suite du procès dit « des socialistes ».

Autriche-Hongrie.

Dans la séance du 1^{er} mars de la commission constitutionnelle, M. de Lasser, ministre de l'intérieur, a pris la parole pour examiner les propositions présentées dans le cours de la dernière séance par MM. Fax et Brestel. Le ministre a déclaré partager l'opinion de M. Brestel, dont la motion, a-t-il ajouté, pourrait être introduite comme 1^{er} article dans le projet de loi électorale.
 Après d'assez longs débats, la commission a pris les décisions suivantes, sur la proposition de M. Brestel:
 1^o Pour que la Chambre des Seigneurs puisse prendre des décisions valables, elle a besoin de la présence de 40 de ses membres; à la Chambre des Députés, il en faut 100 dans le même cas.
 2^o Pour qu'une loi fondamentale puisse être modifiée, il faut à la Chambre des Députés la présence de plus de la moitié des députés et deux tiers des voix.
 M. Herbst a fait ensuite un rapport concernant le projet portant modification de la loi fondamentale sur l'ordre électoral au Reichsrath. Le rapport a été approuvé.
 On sait que le Reichsrath continuera, à siéger pendant les séances des Délégations. Il est probable qu'il ne sera clos qu'un mois de mai. On a l'intention de ne pas clore la session avant l'ouverture de l'exposition, afin de permettre aux représentants des différents pays de la monarchie de prendre part officiellement à cette solennité.
 — A en croire le *Vaterland* le bruit court dans les cercles des députés galiciens que le comte Goluchowski, gouverneur de la Galicie, serait décidé à donner sa démission dans le cas où le ministre maintiendrait la réforme électorale.

Prusse.

Ainsi que le télégraphe nous l'a annoncé, la Chambre des Députés a voté pour la seconde fois, en troisième lecture, dans sa séance du 1^{er} mars, le projet de loi portant modification des articles 17 et 18 de la Constitution, projet de loi qui, comme on s'en souvient, était parti de l'initiative parlementaire et accepté par le gouvernement, afin de préparer le terrain pour la discussion des lois électorales.
 Dans cette séance également, ce sont presque exclusivement des adversaires du projet qui ont pris la parole, c'est-à-dire MM. Praschnik, Schorlemer-Ast et Reichensperger (Conservateur), tandis que le projet de loi a été défendu, au nom du parti progressiste, par M. le professeur Virchow.
 M. le docteur Falk, ministre des cultes, a déclaré que le gouvernement ne se laissera pas influencer par des menaces quelconques et qu'il ne se désistait pas de l'énergie avec laquelle il a imaginé la réforme et de la résolution avec laquelle il entend la mettre à exécution.
 Les art. 17 et 18 ont été votés séparément, après quoi la Chambre a procédé au vote définitif sur l'ensemble du projet de loi, à l'appel nominal. On sait que le résultat a été 228 voix pour le projet et 108 contre.
 Le reste de la séance a été consacré à des questions d'intérêt local.

France.

Assemblée Nationale.
 Séance du 1^{er} mars.
 Présidence de M. Jules Grévy.
 L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions du pouvoir public et les conditions de la responsabilité ministérielle.
 M. Dufaure, Messieurs, au moment où M. le président vous demandait de vous prononcer sur la clôture, l'honorable M. Brisson a demandé, et après lui M. de la Rochefoucauld-Bisaccia, comment le gouvernement interprétait le projet de la commission des Trente et si la question de république ou de monarchie était réservée.
 Je viens répondre bien nettement au nom du gouvernement; je ne parlerai pas des trois premiers articles, qui ne préoccupent pas les deux honorables interpellateurs dont je viens de prononcer le nom.
 Il s'agit de l'art. 4.

une véritable mêlée, avaient eu lieu, plusieurs jours de suite, entre la populace et les agents de la force publique. Les meneurs et les individus impliqués dans ces désordres ont été jugés le 1^{er} mars par la cour d'assises de Berlin. Ils étaient 37, et, sur ce nombre, 4 seulement ont été acquittés; les 33 autres sont condamnés, du chef de perturbation de la paix, publique, de sédition et de violence, à des peines variant entre 4 ans et demi de travaux forcés au maximum et 2 mois de prison, au minimum. Les jurés ont siégé onze jours consécutifs. Une commutation de la peine des travaux forcés en celle de l'emprisonnement a été proposée par le jury.

Autriche-Hongrie.
 Dans la séance du 1^{er} mars de la commission constitutionnelle, M. de Lasser, ministre de l'intérieur, a pris la parole pour examiner les propositions présentées dans le cours de la dernière séance par MM. Fax et Brestel. Le ministre a déclaré partager l'opinion de M. Brestel, dont la motion, a-t-il ajouté, pourrait être introduite comme 1^{er} article dans le projet de loi électorale.
 Après d'assez longs débats, la commission a pris les décisions suivantes, sur la proposition de M. Brestel:
 1^o Pour que la Chambre des Seigneurs puisse prendre des décisions valables, elle a besoin de la présence de 40 de ses membres; à la Chambre des Députés, il en faut 100 dans le même cas.
 2^o Pour qu'une loi fondamentale puisse être modifiée, il faut à la Chambre des Députés la présence de plus de la moitié des députés et deux tiers des voix.
 M. Herbst a fait ensuite un rapport concernant le projet portant modification de la loi fondamentale sur l'ordre électoral au Reichsrath. Le rapport a été approuvé.
 On sait que le Reichsrath continuera, à siéger pendant les séances des Délégations. Il est probable qu'il ne sera clos qu'un mois de mai. On a l'intention de ne pas clore la session avant l'ouverture de l'exposition, afin de permettre aux représentants des différents pays de la monarchie de prendre part officiellement à cette solennité.
 — A en croire le *Vaterland* le bruit court dans les cercles des députés galiciens que le comte Goluchowski, gouverneur de la Galicie, serait décidé à donner sa démission dans le cas où le ministre maintiendrait la réforme électorale.

Prusse.

Ainsi que le télégraphe nous l'a annoncé, la Chambre des Députés a voté pour la seconde fois, en troisième lecture, dans sa séance du 1^{er} mars, le projet de loi portant modification des articles 17 et 18 de la Constitution, projet de loi qui, comme on s'en souvient, était parti de l'initiative parlementaire et accepté par le gouvernement, afin de préparer le terrain pour la discussion des lois électorales.
 Dans cette séance également, ce sont presque exclusivement des adversaires du projet qui ont pris la parole, c'est-à-dire MM. Praschnik, Schorlemer-Ast et Reichensperger (Conservateur), tandis que le projet de loi a été défendu, au nom du parti progressiste, par M. le professeur Virchow.
 M. le docteur Falk, ministre des cultes, a déclaré que le gouvernement ne se laissera pas influencer par des menaces quelconques et qu'il ne se désistait pas de l'énergie avec laquelle il a imaginé la réforme et de la résolution avec laquelle il entend la mettre à exécution.
 Les art. 17 et 18 ont été votés séparément, après quoi la Chambre a procédé au vote définitif sur l'ensemble du projet de loi, à l'appel nominal. On sait que le résultat a été 228 voix pour le projet et 108 contre.
 Le reste de la séance a été consacré à des questions d'intérêt local.

France.

Assemblée Nationale.
 Séance du 1^{er} mars.
 Présidence de M. Jules Grévy.
 L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions du pouvoir public et les conditions de la responsabilité ministérielle.
 M. Dufaure, Messieurs, au moment où M. le président vous demandait de vous prononcer sur la clôture, l'honorable M. Brisson a demandé, et après lui M. de la Rochefoucauld-Bisaccia, comment le gouvernement interprétait le projet de la commission des Trente et si la question de république ou de monarchie était réservée.
 Je viens répondre bien nettement au nom du gouvernement; je ne parlerai pas des trois premiers articles, qui ne préoccupent pas les deux honorables interpellateurs dont je viens de prononcer le nom.
 Il s'agit de l'art. 4.

Prusse.

Ainsi que le télégraphe nous l'a annoncé, la Chambre des Députés a voté pour la seconde fois, en troisième lecture, dans sa séance du 1^{er} mars, le projet de loi portant modification des articles 17 et 18 de la Constitution, projet de loi qui, comme on s'en souvient, était parti de l'initiative parlementaire et accepté par le gouvernement, afin de préparer le terrain pour la discussion des lois électorales.
 Dans cette séance également, ce sont presque exclusivement des adversaires du projet qui ont pris la parole, c'est-à-dire MM. Praschnik, Schorlemer-Ast et Reichensperger (Conservateur), tandis que le projet de loi a été défendu, au nom du parti progressiste, par M. le professeur Virchow.
 M. le docteur Falk, ministre des cultes, a déclaré que le gouvernement ne se laissera pas influencer par des menaces quelconques et qu'il ne se désistait pas de l'énergie avec laquelle il a imaginé la réforme et de la résolution avec laquelle il entend la mettre à exécution.
 Les art. 17 et 18 ont été votés séparément, après quoi la Chambre a procédé au vote définitif sur l'ensemble du projet de loi, à l'appel nominal. On sait que le résultat a été 228 voix pour le projet et 108 contre.
 Le reste de la séance a été consacré à des questions d'intérêt local.

France.

Assemblée Nationale.
 Séance du 1^{er} mars.
 Présidence de M. Jules Grévy.
 L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions du pouvoir public et les conditions de la responsabilité ministérielle.
 M. Dufaure, Messieurs, au moment où M. le président vous demandait de vous prononcer sur la clôture, l'honorable M. Brisson a demandé, et après lui M. de la Rochefoucauld-Bisaccia, comment le gouvernement interprétait le projet de la commission des Trente et si la question de république ou de monarchie était réservée.
 Je viens répondre bien nettement au nom du gouvernement; je ne parlerai pas des trois premiers articles, qui ne préoccupent pas les deux honorables interpellateurs dont je viens de prononcer le nom.
 Il s'agit de l'art. 4.

Prusse.

Ainsi que le télégraphe nous l'a annoncé, la Chambre des Députés a voté pour la seconde fois, en troisième lecture, dans sa séance du 1^{er} mars, le projet de loi portant modification des articles 17 et 18 de la Constitution, projet de loi qui, comme on s'en souvient, était parti de l'initiative parlementaire et accepté par le gouvernement, afin de préparer le terrain pour la discussion des lois électorales.
 Dans cette séance également, ce sont presque exclusivement des adversaires du projet qui ont pris la parole, c'est-à-dire MM. Praschnik, Schorlemer-Ast et Reichensperger (Conservateur), tandis que le projet de loi a été défendu, au nom du parti progressiste, par M. le professeur Virchow.
 M. le docteur Falk, ministre des cultes, a déclaré que le gouvernement ne se laissera pas influencer par des menaces quelconques et qu'il ne se désistait pas de l'énergie avec laquelle il a imaginé la réforme et de la résolution avec laquelle il entend la mettre à exécution.
 Les art. 17 et 18 ont été votés séparément, après quoi la Chambre a procédé au vote définitif sur l'ensemble du projet de loi, à l'appel nominal. On sait que le résultat a été 228 voix pour le projet et 108 contre.
 Le reste de la séance a été consacré à des questions d'intérêt local.

France.

Assemblée Nationale.
 Séance du 1^{er} mars.
 Présidence de M. Jules Grévy.
 L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions du pouvoir public et les conditions de la responsabilité ministérielle.
 M. Dufaure, Messieurs, au moment où M. le président vous demandait de vous prononcer sur la clôture, l'honorable M. Brisson a demandé, et après lui M. de la Rochefoucauld-Bisaccia, comment le gouvernement interprétait le projet de la commission des Trente et si la question de république ou de monarchie était réservée.
 Je viens répondre bien nettement au nom du gouvernement; je ne parlerai pas des trois premiers articles, qui ne préoccupent pas les deux honorables interpellateurs dont je viens de prononcer le nom.
 Il s'agit de l'art. 4.

Si la Chambre veut me prêter quelques instants d'attention, la part que le gouvernement a prise dans sa rédaction sera sincèrement expliquée.

Le 8 février, à Bordeaux, nous nous sommes rencontrés, ne connaissant pas mutuellement les opinions politiques que nous appliquons; personne ne songeait à demander l'établissement d'une forme de gouvernement; aussi, dès le premier jour, vous avez proclamé chef du pouvoir exécutif de la république française l'élu de 26 départements, en vous réservant de donner au gouvernement une forme définitive, et ce contre l'opinion de M. Louis Blanc, qui demandait la proclamation de la république.
 Dans la séance du 10 mars 1871, M. Thiers définitivement cette forme provisoire du gouvernement; c'était le moment où, sur l'instance de M. le président de la république, vous quittiez les bords relativement paisibles de la Gironde pour venir à Versailles, près de ce foyer de passions qu'on appelle Paris. M. Thiers disait alors: « Monarchistes, républicains, ni les uns ni les autres vous ne serez trompés; nous ne nous occuperons que de la réorganisation du pays. »
 « Dans tous les actes du gouvernement se trouve le mot de république, la réorganisation se fera sous ce nom et à son profit; si elle s'établit, elle sera le fruit de votre sagesse. Ne soyez ni les dupes ni les complices des hommes de désordre. Quand le pays sera réorganisé, nous viendrons le plus tôt possible vous demander de donner au gouvernement sa forme définitive, et je vous le jure, aucune solution n'aura été alors altérée. » (Mouvement.)
 Personne n'a oublié ce programme solennel. Plus tard les mêmes déclarations ont été faites, et pendant ce temps la république provisoire a continué de régir la France; son effigie se trouve sur les monnaies, son nom figure dans les décisions des tribunaux, dans les traités avec les puissances étrangères; c'est cette situation que M. le président a constatée dans son message en disant que le gouvernement légal était la république; que j'ai constatée moi-même dans la séance du 14 décembre, en appelant la république gouvernement provisoire.
 Nous avons comme vous persévéré dans nos résolutions, attendant le moment d'établir un gouvernement définitif. (Très-bien.)
 Quant au projet des Trente, il laisse à tout le monde sa liberté; il ne s'agit pas de l'éloquer des discours de M. de Castellane, qui vous a demandé de proclamer la monarchie constitutionnelle; vous avez tous reconnu qu'il usait de son droit.
 Des amendements ont demandé la proclamation de la république. M. le président a déclaré que le moment n'était pas venu de constituer soit la monarchie, soit la république. (Très-bien très-bien!) Si mes forces me le permettaient, je démontrerais qu'en effet ce moment n'est pas encore venu; lorsque vous jugerez convenable de vous séparer, vous prononcerez votre dissolution, non pas sous une influence extérieure que vous dédaigniez (Très-bien!) vous ne le ferez pas avant que le territoire soit libéré. (Très-bien!) M. de Castellane émettait hier une opinion semblable.
 Si cet instant peut être entrevu, sera-ce le moment de vous prononcer entre ces deux formes hostiles, monarchie ou république, alors qu'il y aura dans le pays un frémissement intérieur qui rendra difficile le maintien de l'ordre? (Mouvement prolongé. Est-ce qu'il ne vaudra pas mieux encore prolonger la trêve des partis dont nous avons profité depuis deux ans? C'est pourquoi je vous demande, au nom du gouvernement, de ne pas vous prononcer sur cette grande question, et de la laisser résoudre à vos successeurs. (Mouvement.)
 L'article 4 ne compromet en rien votre liberté d'appréciation; la commission demande à l'Assemblée de décider qu'avant de se séparer elle s'occupera de la transmission des pouvoirs législatifs et exécutifs, il n'y a là rien de personnel, c'est un principe général et contre lequel on ne peut rien objecter, car nous ne pouvons laisser nos successeurs commencer leurs travaux dans le même état de crise où nous nous sommes trouvés en 1871.
 Nous vous demandons d'apporter des modifications dans la loi électorale; elle date de 1849, c'est-à-dire qu'elle fut faite au lendemain de l'innovation du suffrage universel; elle renferme donc nécessairement des imperfections; on a prétendu que nous voulions supprimer ou mutiler le suffrage universel, il n'en est rien, nous ne voulons qu'assurer sa sincérité, sa moralité. (Exclamations à gauche. — Bravos à droite.) Ces vœux sont communs à M. le rapporteur et à moi. (Très-bien!)
 Enfin, la seconde Chambre n'est une institution ni républicaine, ni monarchique; vous examinerez plus tard sa valeur et son utilité; pour le moment, nous voudrions qu'à côté d'une Assemblée passionnée il y ait une autre Assemblée plus calme et conservant les traditions. (Mouvement prolongé.)
 Nous vous demandons d'accepter la proposition de la commission, à laquelle nous adhérons, et de donner à vos successeurs un appui, un contrôle, une précaution contre des entraînements possibles.
 Enfin, voulez-vous éviter l'anarchie possible? Voulez-vous donner à vos successeurs les moyens de maintenir la liberté et de décider quelle sera la forme future du gouvernement? acceptez le projet. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)
 L'orateur reçoit les félicitations d'un grand nombre de députés; la séance est interrompue pendant plus d'une demi-heure.
 M. FRESNEAU, l'admirable Péloponèse de M. le garde des sceaux et la vieille habileté parlementaire. Il sait quelle est l'étendue de nos droits. J'avais raison de vous dire avant-hier que l'émotion publique se calmerait et que nous nous trouverions aussi avancés que nous l'étions il y a huit jours. Notre pouvoir constituant a été reconnu par le gouvernement; la seule difficulté pratique dans l'opinion personnelle de M. le garde des sceaux (Bruit), c'est de savoir comment nous ne constituerons pas. Quand constituerons-nous?
 Voix. — Quand nous voudrons.

M. FRESNEAU. Cette interruption rend bien mal pensée; je demande en ce moment à l'Assemblée de voir si les articles qu'on vous propose tendent à l'union de cette Assemblée, qu'il serait si coupable de vouloir diviser.

M. RICARD (Mouvement prolongé. La clôture la clôture!)
 M. LE PRÉSIDENT. M. Ricard a la parole contre la clôture.
 M. RICARD. Il ne me paraît pas possible qu'en un semblable sujet vous fussiez alors le débat sans avoir entendu la voix de la minorité de la commission (Bruit); c'est au nom de cette minorité que je viens vous demander d'exposer les causes qui nous ont amenés sur un terrain de conciliation sincère, je veux le croire. (Exclamations.)
 Vous connaissez la situation au milieu de laquelle a commencé la session actuelle, vous savez que l'Assemblée a été formée dans un grand homme d'Etat, aux applaudissements de la majorité de cette Assemblée, de la France et de l'Europe.
 Je succède à des orateurs qui ont négligé systématiquement de parler du message de M. le président, je veux vous en parler; car c'est sur ce terrain, et non sur celui des déclarations de M. le garde des sceaux, que nous sommes conciliés avec la majorité de la commission. (Tumulte.)
 Une voix. — C'est d'un mauvais citoyen.
 M. RICARD. Je renvoie ces mots à celui qui a voulu en faire une injure; j'accomplis un devoir. (Exclamations.) Je trouve étrange que vous veuillez empêcher de parler celui que vous appelez depuis deux ans un muet volontaire. (Hilarité.)
 M. GAMBETTA vous a dit que le parti républicain ne pouvait voter le projet des Trente; j'oppose une dérogation absolue à cette affirmation; mais M. Gambetta aurait eu raison si nous ne pouvions exposer comment le projet doit concourir à l'affermissement de la république.
 M. BARAGNON. Ayez le courage de voter avec lui.
 M. RICARD. Le message disait: « Les événements nous ont donné la république, elle existe, c'est le gouvernement légal; vouloir autre chose, serait vouloir la plus redoutable de toutes les révolutions; ne perdons pas notre temps à la réclamer, organisons-la et faisons-la conservatrice. »
 Il disait encore, et c'était un conseil donné à cette Assemblée par un député, par le chef de l'Etat: « Nous touchons à un moment décisif, la république n'a été qu'une forme temporaire choisie, mais chacun se demande comment vous donneriez à la république le concours des forces conservatrices; vous aurez accompli votre tâche quand vous aurez fait la paix, rétabli l'ordre et fait un gouvernement régulier; dans cette œuvre nous ne voulons pas nous substituer à vous, nous vous donnons des conseils si vous le voulez. »
 M. de Kerdel demanda la nomination d'une commission qui exprimerait l'opinion de l'Assemblée. Vous vous rappelez le rapport de M. de Balthie et l'opinion de la minorité de la commission, que sur le terrain du message, sans constituer, en respectant notre pouvoir constituant, on pouvait organiser le gouvernement de la république. (Bruit.)
 Mes convictions sont républicaines, ce sont celles de toute ma vie, je n'en aurai jamais d'autres.
 Dans cette Assemblée, une fraction non dénie le pouvoir constituant, une autre ne veut pas constituer la république. Jusqu'à la libération du territoire, l'Assemblée doit rester ici et si elle ne peut constituer définitivement, faite d'une majorité suffisante, elle doit au moins préparer le lendemain.
 Aussi je vous dis, vous qui êtes dans l'impuissance absolue d'établir la monarchie (Tumulte prolongé), vous êtes constitutifs, vous pouvez organiser un gouvernement provisoire, celui de la république, et je demande à M. Gambetta lui-même s'il vous dénia ce pouvoir. (Exclamations.)
 Si votre patriotisme ne vous défend pas d'attaquer cette œuvre provisoire qui deviendra définitive, il vous ordonne de respecter le gouvernement actuel. Quand M. Dufaure répondit un rapport de M. Balthie, il vous proposa de régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle, et en même temps qu'il établissait que le gouvernement légal était la république, il vous demandait de faire un pas nouveau en avant. (Bruit.) L'Assemblée a ratifié par un vote cette manière de voir, et chargea sa commission de régler les attributions des pouvoirs publics du gouvernement légal, la république (Bruit); c'était l'opinion énoncée par le pays.
 Avant la première réunion de la commission des Trente, se produisit un fait considérable, un discours d'un membre de la majorité, M. le duc d'Audiffert-Pasquier, expliquant dans quel esprit il entrait dans la commission. Dans ce discours, le duc Pasquier rappelait l'idée de Franklin, que le plus grand sacrifice qu'un citoyen pût faire à la patrie, était celui de ses opinions; il déclarait qu'il soutiendrait l'état actuel.
 Ce qu'il offrait M. le duc Pasquier, nous l'avons accepté, et nous avons concouru aux travaux des Trente avec cette conviction que nous organisions le gouvernement de la république (Exclamations) pour permettre au pays de se relever, de se calmer, de se réorganiser. C'est ainsi que nous avons compris les promesses faites par M. le duc Pasquier en son nom et au nom de ses amis.
 Quant au projet, je n'ai rien à dire des trois premiers articles et des formalités puériles qu'ils prescrivent, mais nous avons maintenu notre droit d'organiser le lendemain et fait voter l'article 4 qui organise un ensemble d'institutions plus républicaines que monarchiques. (Bruit.)
 Il dit d'abord que l'Assemblée ne se sépara pas sans avoir réglé la transmission du pouvoir exécutif de la république française (Exclamations); quant à la 2^e chambre, M. Laboulaye vous a démontré qu'il n'existait pas de république sans cette institution.
 Enfin, en ce qui touche la loi électorale,

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience lundi passé, 19 février, M. le conseiller d'Etat actuel Lestchov, gouverneur de Kielce, le colonel de Witte, gouverneur intérimaire de Yakoubsk, et le conseiller privé prince Kotchoubé, maréchal de noblesse du gouvernement de Podolie. (Message officiel.)

La Voix croit savoir que le projet de réforme militaire soumis à l'examen du conseil de l'Empire se compose de 181 articles.

Le projet commence, dit-elle, par l'exposé des principes du service obligatoire. Tout remplacement est interdit. Le terme général du service dans l'armée de terre est de 15 ans, celui du service effectif de 6 ans, et celui du service dans la réserve de 9 ans. Dans la flotte, le terme général du service est de 9 ans, dont 7 à bord des navires et 2 dans la réserve. Les personnes ayant reçu une instruction supérieure jouissent d'une forte réduction du service effectif. Ainsi, tous les jeunes gens qui ont achevé leurs études dans les écoles supérieures (universités, académies, conservatoires de musique) ne sont appelés sous les drapeaux que pour six mois et restent ensuite dans la réserve jusqu'à l'âge de trente-six ans. Le projet interdit à tous les citoyens russes âgés de quinze à vingt ans de se faire naturaliser sujets étrangers. Le service dans les localités éloignées, telle que le Turkestan par exemple, est réduit à 9 ans, mais en revanche le service effectif y est de 7 ans et il ne reste que 2 ans pour le service dans la réserve. Les indigènes de la Russie d'Asie, du Transcaucase et du Turkestan ne seront point entendus au service obligatoire. Pour certains colons étrangers, ce service ne commencera à être obligatoire que dans 20 ans.

Le *Messageur de Cronstadt* annonce que les conscrits de la flotte commencent déjà à rejoindre leurs équipages respectifs. La plupart sont originaires du gouvernement de Volodga et se distinguent par un développement physique et même intellectuel assez remarquable. Cette dernière particularité prouve que l'œuvre de l'instruction populaire est en progrès, du moins pour ce qui concerne ce gouvernement. La feuille que nous citons constate que parmi les 25 conscrits désignés à faire partie de l'équipage d'un des navires, il s'est trouvé 20 jeunes gens qui savent lire et écrire et qui promettent de devenir de braves et excellents marins.

On écrit de St-Petersbourg au *Kievianine* que la question de l'introduction de la réforme judiciaire complète dans le gouvernement de Kiev est à l'ordre du jour. On se proposerait d'établir une cour de justice à Kiev. Les tribunaux d'arrondissement siègeraient à Kiev, Oumane, Berditchew et Tcherkassy.

Une correspondance de Vilna publiée par la *Gazette* (russe) de l'Académie annonce qu'il est question de doter de terrains arables les écoles primaires des provinces du Nord-Ouest, dans le but d'améliorer les conditions d'existence des maîtres d'école. Les lots de terrains alloués, de 24 déciatines chacun, seraient la propriété des écoles en qualité de personnes juridiques, comme cela a lieu pour les terrains appartenant aux curés des campagnes. Cette innovation contribuerait puissamment à améliorer le bien-être matériel des instituteurs primaires.

Hier, mardi 20 février, les membres du nouveau conseil municipal de St-Petersbourg ont prêté serment, après quoi le conseil est entré en séance sous la présidence de M. Pogrébow, maire sortant. Comme le conseil doit procéder avant tout à l'élection du nouveau maire de la capitale, une commission de 15 membres a été nommée pour régler le mode d'après lequel doivent être dressées les listes des candidats. Cette commission se compose de MM. N. Pogrébow, V. Likhatchev, A. Tréville, I. Glazoumov, P. Joukovsky, M. Mitkov, N. Pokrowsky, le comte A. Schouvalov, A. Zabolotzky, Dessiatovskiy, Th. Groudow, le baron P. de Korff, I. Liéssnikow, S. Grigoriev, N. Bykow et Th. Schoukoff. (Voix.)

Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 19 février 1873:

Sexe	Sexe	Total
masculin	féminin	
Malades au 19 fé.		
Varié	93	52
Cas nouveaux	3	1
Guérisons	33	2
Décès	3	5

Il restait en traitement au 20 février, 93 31 144

Quant aux conflits religieux en Suisse,

peut-on dire que nous avons voulu prêter nos mains à la mutilation du suffrage universel? Cela n'est pas vrai; nous voulons, d'accord avec la moralité et la sincérité de ce suffrage.

Ce qui nous a décidé enfin à voter le projet de la commission des Trente, c'est que les trois lois dont il est parlé dans l'article 4 vont être présentées par le gouvernement, et à la tête duquel figure l'auteur du message, dont la politique seule peut sauver le pays, qui seul peut constituer la république conservatrice. Ceux-là qui rêvent la monarchie peuvent être sincères, mais ils sacrifient le pays à leurs intérêts. (Bruit prolongé.)

M. DEPEYRE. Je viens vous demander de clore la discussion, mais je recherche par-dessus tout la clarté, la clarté pour tous, je veux constater certaines déclarations et en prendre acte. Il y a dix-huit mois, le 13 septembre 1871, M. le président de la république nous exposait la situation du pays et disait: Il s'agit de régler le gouvernement du pays, savoir si l'on restera conforme à la tradition du pays, ou se laisser emporter au torrent et prendre une forme nouvelle: république ou monarchie, quel grave problème!

Il était impossible de mieux poser la question: La république cette forme inconnue. (Bruit); l'orateur qui précède nous disait: Quelle monarchie voulez-vous fonder? Nous pouvons dire aussi: Quelle république voulez-vous fonder? (Bruit.) M. Gambetta réclamait hier la république conservatrice. (Exclamations.)

Quant au message de novembre 1872, je ne lui ai jamais donné la signification qu'on a voulu lui prêter, ne pouvant admettre qu'après avoir reconnu le pouvoir constituant, M. le président de la république pût se l'être attribué et résoudre seul ce grave problème. (Tribunale et droite.) Seul M. le garde des sceaux nous a dit qu'on avait mal interprété le message, vous avez protesté, mais il était dans la vérité.

Une des deux déclarations dont je voulais prendre acte, se trouve dans le discours de M. de Broglie; il a dit: ce que l'accord ne s'était pas opéré sur le terrain de la république ou de la monarchie, mais sur le terrain neutre de la conciliation, du pacte de Bordeaux.

L'autre émane de M. le garde des sceaux; il a dit: La pensée du gouvernement n'a pas changé, aucune solution n'a été préparée, vous êtes toujours constituants. Voilà donc les deux parties à la transaction qui l'expliquent dans le même sens.

Mais M. le garde des sceaux a prononcé quelques paroles desquelles on pourrait induire que nous ne pouvions, dans sa pensée, user quant à présent du pouvoir constituant, et que nous ne le pourrions davantage après la libération du territoire. Nous pourrions alors nous demander à quoi il servirait.

Je suis convaincu que ce n'est pas le sens des paroles de M. le garde des sceaux, que notre pouvoir constituant reste entre nos mains, et que nous en userons quand notre patriotisme nous le commandera.

Et je dois ici protester contre les dernières paroles de M. Ricard; il reprochait aux législateurs et aux orateurs, je remplace ces deux mots par un seul « royalistes. » (Bravos à droite), de mettre leurs intérêts au-dessus de ceux du pays; il n'en est rien, et M. le président de la république a lui-même constaté notre patriotisme; des royalistes ont été combattus pour la république, et M. Gambetta a loué leur conduite en termes enthousiastes. (Très-bien! très-bien!)

Aucun parti ne peut s'attribuer le monopole du désintéressement et du patriotisme, nous ne le contestons pas, reconnaissons-le; passons donc à la discussion des articles et sous le bénéfice des amendements qui seront discutés, soyons unanimes, ou du moins le plus nombreux possible dans ce vote. (Applaudissements prolongés à droite, l'orateur reçoit des félicitations d'un grand nombre de ses collègues.)

M. DE LARCY, président de la commission. Je m'associe aux sentiments que vient d'exprimer M. Depeyre; mais comme membre de la commission, je tiens à vous expliquer les motifs qui m'ont guidés ainsi que mes amis. Nous avons voulu rester sur le terrain du pacte de Bordeaux et nous avons entendu avec bonheur constater ce fait par l'éloquent parole de M. le garde des sceaux.

C'est ce pacte que j'ai toujours considéré comme le symbole à considérer, et je n'ai pris part à aucun engagement qui pût y porter atteinte.

Nous avons voulu, dans la commission, recuser le pouvoir constituant; quant à l'art. 4, le désaccord venait surtout des conséquences qui pouvaient en résulter.

On nous a dit que le pacte de Bordeaux comme toute trêve devait avoir une fin, qu'on la dénonce alors ouvertement, mais qu'on ne fasse point un pas détourné comme le ferait faire ce qu'on appelle à gauche de cette Assemblée la politique du message.

Nous reconnaissons en conséquence les assertions de M. Ricard, et nous ne voulons pas faire un pas de plus sur le terrain de la république. (Bruit.—Exclamations.) Si nous protestons, c'est que nous ne voulons pas, quand sera venu le moment de constituer, qu'on nous reproche d'être engagés.

Sous le bénéfice de ces observations, je voterai pour qu'on passe à la discussion des articles.

La clôture de la discussion générale est mise aux voix et proclamée.

L'Assemblée est consultée sur la question de savoir si elle passera à la discussion des articles.

Un scrutin est demandé, en voici le résultat:

Table with 2 columns: Nombre des votants, Majorité absolue. Values: 699, 350.

L'Assemblée décide qu'elle passera à la discussion des articles.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes a dernièrement adressé aux évêques un circulaire par lequel il leur exprimait l'intention d'instituer une nouvelle classe de curés inamovibles. On sait que cette ouverture a reçu, de la part de l'évêque, l'accueil le moins ému, et qu'un grand nombre d'évêques, parmi lesquels M. Freppel, évêque d'Angers, s'est fait remarquer par sa véhémence, ont protesté contre un projet qui tend, en fin de compte, à soustraire à l'arbitraire des évêques un certain nombre de membres du clergé inférieur.

Le ministre a adressé à ce sujet la lettre suivante à M. Freppel:

Monsieur, Votre lettre du 6 courant, en réponse à ma circulaire, semble mettre en suspicion les intentions du gouvernement et vouloir placer la question sur un terrain où il m'est impossible de la suivre. Le public est notre juge, Monsieur; c'est pour cette raison que je suis obligé de vous adresser les observations que vous venez de me faire.

Vous vous scandalisez, Monsieur, de ce que le gouvernement se soit proposé de créer une troisième classe de curés, qui jouiraient du

privilege de l'inamovibilité. Est-ce là, je vous le demande, une nouveauté regrettable? Mais ce fait se présente tous les jours pour des curés de seconde classe. Sur la proposition des évêques, le gouvernement érige certaines succursales en cures de seconde classe, dont les titulaires deviennent par là inamovibles.

Presque chaque diocèse voit de temps en temps de ces créations, et je n'ai jamais entendu dire que ce soit là une énormité, contre laquelle on ne saurait assez protester, que le gouvernement, en agissant ainsi, empiète sur le domaine de l'administration spirituelle de l'Eglise. Il ne s'agit pas d'autre chose, Monsieur, dans la question qui nous occupe.

Permettez-moi maintenant, Monsieur, de vous demander si l'inamovibilité des desservants est conforme aux canons de l'Eglise? Avez-vous jamais réfléchi à la manière dont, il y a soixante et dix ans, trente mille curés français sont devenus inamovibles? Il s'agissait entre Portalis et l'empereur de la question d'introduire dans la loi du 18 germinal un article par lequel le gouvernement exercerait un contrôle sur les actes de l'épiscopat et serait autorisé à les frapper comme d'abus. L'empereur fit observer que les évêques ne reconnaîtraient jamais leur dépendance de l'Etat, et feraient ouvertement opposition aux prétentions du gouvernement. Portalis proposa alors d'abandonner au bon vouloir des évêques le sort de tous les curés, à l'exception de ceux des justices de paix, et assura l'empereur que, moyennant cet article, les autres passeraient. Et c'est ainsi que l'art. 31 vit le jour, et que par contre, de l'aveu du ministre, 30,000 prêtres furent privés de l'inamovibilité.

Et maintenant, Monsieur, de quelle inamovibilité, je vous le demande, était-il question ici? On bien, il s'agit dans l'art. 31 de la loi du 18 germinal au X de l'inamovibilité canonique ou de l'inamovibilité civile. S'il s'agit de l'inamovibilité canonique, le ministre n'était pas compétent et la loi était nulle et de nul effet, puisqu'elle avait pour but de régler des pouvoirs spirituels qui ne sauraient être du ressort de l'autorité civile. Les desservants sont donc restés inamovibles après comme avant la loi. Si les évêques ne l'ont pas entendus ainsi, c'est à eux qu'en incombe la responsabilité, et l'Etat a certainement le droit, dans ce cas, de rendre aux desservants ce qu'il leur a enlevé alors avec le même droit, et je ne vois pas comment on pourrait le leur ravir maintenant.

A vos yeux, Monsieur, l'état actuel de l'Eglise de France paraît être très-régulier. On voit que vous n'êtes pas bien en courance de ce qui se passe hors de votre diocèse. Si vous aviez à votre disposition les archives du ministère des cultes, vous y trouveriez beaucoup de documents qui vous convaincraient que les choses ne vont pas aussi régulièrement que vous semblez le croire. Ignorez-vous qu'il y a deux ans un de vos collègues a révoqué à la fois ses deux vicaires généraux, parce que ceux-ci, dans une adresse au saint-père, ont consacré publiquement la foi du clergé et des fidèles du diocèse à l'infaillibilité du pape, tandis que l'évêque protestait contre ce dogme au concile du Vatican. J'ai sous les yeux un numéro d'une Semaine religieuse d'un diocèse que vous connaissez, envoyée comme pièce justificative au ministère avec une pétition en faveur de l'inamovibilité. Dans cette livraison, on trouve, pour le mois de janvier seul, 30 nominations, dont 63 sont de simples permutations entre deux titulaires égaux. Trouvez-vous cela encore fort régulier et conforme aux canons de l'Eglise et aux décrets des papes? Vous pourriez me dire que ce sont là des exceptions. Détrompez-vous, Monsieur, c'est l'état normal, et contre les plaintes sont de tous les jours et de tous les instants.

Pourrait-on, pour justifier un pareil état de choses, invoquer un certain droit coutumier, qui aurait force de loi? Mais vous n'ignorez pas, Monsieur, que le droit coutumier n'a d'autre valeur que la tolérance de l'autorité supérieure, qui a le droit et le devoir de parler et qui se tait. Or, les souverains pontifes n'ont cessé de protester et de déclarer que l'Eglise ne reconnaît pas la loi de germinal au X.

Pour finir, Monsieur, le gouvernement a eutamé des négociations avec le Saint-Siège, et la question obtiendra, il faut l'espérer, une solution conforme aux intérêts de l'Eglise et de l'Etat.

Agrez, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes.

M. de Goulard a déposé sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi relatif à l'organisation de l'administration municipale de Lyon, dont voici le résumé:

La ville de Lyon sera divisée en 36 sections qui nommeront chacune un membre du conseil municipal. Ces sections seront déterminées par un règlement du conseil d'Etat. Le pouvoir exécutif nommera deux officiers municipaux qui tiendront les registres de l'état civil, et dont les attributions seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ces fonctions seront incompatibles avec celles de conseillers municipaux. Chaque arrondissement nommera un maire et deux adjoints. La mairie centrale de Lyon n'est pas supprimée par ce projet.

Le projet a été renvoyé à l'examen des bureaux qui nommeront une commission spéciale.

La commission du budget s'est réunie le 28 février avant la séance publique.

M. Target a donné lecture de son rapport sur la proposition de M. Tolain, demandant l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs destiné à envoyer des ouvriers à l'exposition de Vienne.

Le rapporteur dit que l'Assemblée n'a pas le droit de disposer ainsi de l'argent de l'Etat. Les précédentes tentatives de ce genre n'ont pas réussi. MM. les députés apporteraient peu de soin aux études industrielles; ce serait un véritable congrès de l'Internationale, comme autrefois à l'exposition de Londres.

Le projet demande que les conseils municipaux choisissent des délégués; les chambres de commerce et les conseils des prudhommes seraient bien mieux à même de le faire. Le rapporteur conclut au rejet de la proposition Tolain.

M. Guichard trouve que la rédaction du rapport est trop vive.

M. Germain ne voudrait pas que le vote de la commission fut envisagé comme un vote politique. 1,500,000 francs ont déjà été alloués par la Chambre pour les frais de l'exposition de Vienne. La commission pourrait refuser d'augmenter les crédits, en laissant au gouvernement la liberté d'en affecter une partie aux frais de voyage des ouvriers qu'il croirait utile d'envoyer à Vienne.

M. Adam (de la Seine) appuie la proposition de M. Tolain. Pour faire progresser les arts, il est nécessaire d'envoyer fréquemment des ouvriers dans les pays étrangers. Les classes ouvrières pourraient également puiser d'utiles renseignements dans un voyage en Autriche, où les institutions de crédit à l'usage des classes laborieuses, et notamment les Sociétés coopératives, sont très-développées. De reste, il se rallie à la proposition de M. Germain, qui sera, il espère, favorablement accueillie par le gouvernement.

Les conclusions du rapport sont votées à l'unanimité moins 2 voix.

M. Target a déposé son rapport sur le bureau de la Chambre à l'ouverture de la séance publique.

M. Vitet a donné lecture à la commission d'une lettre adressée à M. le ministre des finances concernant la question des 140 millions de la ville de Paris.

M. le ministre explique dans sa lettre que le gouvernement admet la nécessité d'allouer une indemnité aux départements domaniaux de la ville de Paris; cependant il lui paraît impossible d'inscrire ces sommes sur le compte de liquidation qui est destiné à comprendre certaines dépenses indispensables et déjà connues. Ce compte n'offre plus aucune ressource, et le gouvernement est décidé à ne pas l'augmenter de façon à être obligé de rouvrir le Grand-Livre, qui doit rester fermé.

Mais le gouvernement croit qu'il serait possible d'accepter, tant pour Paris que pour les départements, une somme de 190 millions, soit une annuité de 13,300,000 fr. pendant vingt-cinq ans.

Cette solution, suivant M. le ministre des finances, serait d'autant plus facile à réaliser que plusieurs membres de la commission se sont montrés disposés à pourvoir à cette dépense au moyen de centimes sur les contributions directes.

Plusieurs membres de la commission font remarquer que le ministre maintient toujours le chiffre de 140 millions pour la ville de Paris, et qu'il n'y a à espérer sur ce point aucune concession de la part du gouvernement. Il convient donc, d'après eux, que la commission persiste également dans sa demande de 100 millions pour les départements et maintienne le chiffre de 240 millions précédemment voté par elle.

L'Espérance du peuple, de Nantes, a publié une lettre de M. Emerand de la Rochette sur la réponse du comte de Chambord à M. Dupanloup. Ce document se termine ainsi:

«... La France, un jour lassée de tout, même de l'espérance, appellera avec amour et enthousiasme celui qui jamais ne l'a trompée et qui préfère un exil immérité à un trône acheté au prix de sa conscience de fils aimé de l'Eglise et de son bon sens de roi...»

D'autre part, on lit dans la Décentralisation, de Lyon:

«On nous assure qu'avant de s'adresser au comte de Chambord, l'évêque d'Orléans avait fait des démarches pressantes auprès du comte de Paris, démarches sans succès.»

Le Français maintient les renseignements qu'il avait donnés sur les sentiments de Pie IX dans la question du drapeau, et il ajoute:

«Dernièrement, dans un salon politique, un diplomate, récemment sorti de fonctions, et qui était plus que tout autre à même de connaître les sentiments du saint-père, racontait que dans une conversation qu'il avait eue avec lui, Pie IX avait été amené à exprimer ses sentiments sur l'attitude de M. le comte de Chambord. Il avait fait un grand éloge du prince, mais, sur la question du drapeau, s'était exprimé en des termes tels que nous avons été très réservés en disant seulement que le pape n'avait jamais donné son approbation aux déclarations de M. le comte de Chambord sur ce point.»

Une pétition vient d'être adressée à l'Assemblée Nationale, par M. Alphonse Aubanel, à l'effet d'obtenir que les engagés volontaires de 1870, qui n'avaient pas, à cette époque, vingt ans, et à plus forte raison ceux qui n'avaient pas atteint l'âge de dix-huit ans après avoir prouvé leur dévouement et leur courage sur les champs de bataille, dans cette guerre fatale, soient assimilés aux volontaires actuels, après que ces derniers auront passé une année dans les rangs de l'armée.

M. Aubanel fait ressortir l'utilité de la loi qui établirait l'objet de sa demande dans les termes suivants:

«Donc, tout intérêt personnel est écarté; non but est celui-ci: convenir que les véritables services rendus à la patrie au moment du danger ne sont pas oubliés, au contraire reconnus, c'est à dire encouragés, les titres de famille à donner à leurs enfants une éducation virile et sérieuse dans l'intérêt général du pays; c'est aussi exciter les jeunes gens à se dévouer complètement, quand la France est menacée par ses ennemis.»

La pétition a été présentée à l'Assemblée par M. le marquis de Valons.

Dans la nuit du 28 février, vers deux heures et demie, une vive lueur éclairait une partie de la Villette: le feu venait de se déclarer dans le échouer de la raffinerie de sucre qui occupe les nos 25, 27 et 29 de la rue Riquet.

Cette raffinerie, qui est connue sous le nom de raffinerie parisienne (société anonyme), occupe près de 700 ouvriers.

Les pompiers de la caserne de la Villette, si tôt le sinistre connu, se sont rendus sur les lieux avec tout leur matériel. Immédiatement après venaient de tous les postes environnants des détachements de pompiers avec leurs pompes.

La compagnie du chemin de fer du Nord a envoyé une pompe avec ses servants; la compagnie du chemin de fer de l'Est n'a pas voulu être en reste, elle a aussi envoyé la sienne et le personnel pour la servir. En somme, dix-sept pompes étaient en manœuvre, dont deux à vapeur, venues de l'état-major, pour l'alimentation des autres.

Le feu a été vaillamment attaqué, dès le début, sous les ordres du colonel commandant les sapeurs-pompiers, et à six heures du matin la part de l'incendie était faite; tout était détruit, à l'exception d'un bureau et d'un petit magasin.

Les dégâts sont évalués à cinq millions. Les pertes sont couvertes par dix-sept compagnies d'assurances, pour la somme de six millions.

La cause de ce sinistre est encore inconnue. (Sov.)

Grande-Bretagne.

S. M. la reine Victoria a fait une longue visite, le 28 février, au comte de Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, dont l'état de santé, à cette date, s'était déjà sensiblement amélioré.

Une dépêche de Londres, 1^{er} mars, constate que le rétablissement du comte de Bernstorff faisait des progrès satisfaisants.

Italie.

Une feuille cléricalle prétend, dit l'Italie, que le ministre fait les plus grands efforts pour arriver à l'ajournement à une autre session de la discussion du projet de loi sur les corporations religieuses. Pour justifier une semblable assertion, ce journal aurait dû nous démontrer que si la commission chargée de réviser sur ce projet a pris un mois de vacances aussitôt constituée, cela a dépendu du ministère; il aurait dû établir aussi que c'a été par le fait du cabinet que la commission n'est arrivée qu'après des débats qui ont duré un mois à la nomination du rapporteur.

Maintenant le rapporteur est nommé; il n'est pas douteux qu'il s'occupera du travail qui lui a été confié avec toute la sollicitude et tout le zèle possibles. Mais il ne faut pas oublier que c'est là un travail qui ne peut pas

être improvisé; qu'il demande de longues études et un sérieux examen de toutes les questions que soulève le projet, et de la part du rapporteur et de la commission, qui doit approuver le rapport.

Personne ne cherche à retarder la solution de toutes ces questions, mais on ne peut se dispenser, quand on songe aux difficultés qu'elles présentent, qu'un Parlement ne peut les trancher qu'après d'assez longues études.

Belgique.

Un télégramme adressé de Bruxelles au Daily Telegraph dit que les organes ultramontains de Belgique attaquent avec la plus grande violence les ambassadeurs japonais et blâment le gouvernement de sa courtoisie envers les représentants d'un Etat qui persécute les chrétiens.

Suisse.

Le Conseil fédéral ayant reçu le 23 courant, par l'entremise de la légation espagnole à Paris, communication de la note-circulaire en date du 12 courant, par laquelle M. Emilio Castelar, ministre des affaires étrangères du gouvernement républicain d'Espagne, informe les Etats amis et alliés de l'Espagne, de la proclamation de la république dans ce pays, s'est empressé de répondre par la note suivante.

Berne, 24 février 1873.

Le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de recevoir le 23 février, grâce à l'obligeante attention de S. Exc. M. l'ambassadeur d'Espagne à Paris, communication de la circulaire que S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères de la république espagnole a adressée, le 12 de ce mois, à toutes les légations espagnoles à l'étranger, et dans laquelle il informe les Etats amis et alliés de l'Espagne de la proclamation de la république, qui a suivi l'abdication du roi Amédée.

C'est avec un vif intérêt, que le Conseil fédéral a pris connaissance de cet important changement survenu dans les destinées politiques de l'Espagne.

Fidèle aux traditions de la Confédération qui reconnaît sans restriction à chaque peuple le droit de disposer de lui-même et de se constituer librement, le Conseil fédéral s'empresse de continuer avec le gouvernement de la république espagnole les relations diplomatiques antérieures. Il est convaincu que la communauté des institutions politiques ne peut qu'affirmer et rendre plus intimes les relations d'amitié qui existent entre l'Espagne et la Suisse.

Le Conseil fédéral est heureux de présenter sans aucun retard à la république espagnole ses félicitations et ses vœux. Il désire sincèrement qu'après une période de lutttes et de souffrances, l'Espagne voie s'ouvrir une ère de paix et de prospérité digne d'elle et de son peuple.

Le Conseil fédéral saisit avec empressement cette occasion pour assurer Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères de la république espagnole de sa haute considération.

Au nom du Conseil fédéral: Le président de la Confédération, P. CERESOLE.

Cette note est adressée à M. le ministre des affaires étrangères de la république espagnole.

On lit dans le Bund:

Le Messager de Borschach, rédigé comme on le sait par deux individus, champions zélés de l'ultramontanisme, qui se sont enfuis de Bavière à la suite des scandales de la faillite Spitzler, a publié dans son numéro du 15 février les lignes suivantes au sujet de l'abbé Mermillod.

«Le Conseil fédéral vient d'arborer son vrai drapeau, celui de la franco-maçonnerie; malgré les institutions républicaines, les conseils fédéraux, foulant aux pieds tout sentiment du droit, du devoir et des convenances, ont pris la résolution, aussi indigne d'un citoyen suisse qu'inflamé, de chasser M. Mermillod, nommé par le saint-père vicair apostolique de Genève, etc.»

«Un citoyen suisse, indigné d'un pareil langage tenu chez nous par des étrangers à l'égard de l'autorité supérieure de notre pays, a envoyé cette feuille au Conseil fédéral, en lui demandant s'il acceptait de pareils procédés ou si ceux qui se les permettent ne devraient pas être poursuivis judiciairement.»

«Le Conseil fédéral a répondu qu'il s'était toujours inspiré de ce principe que la liberté la plus étendue devait être donnée à la discussion publique de ses actes comme autorité du pays, et qu'il entendait ne mettre aucun obstacle à cette liberté absolue de discussion, même lorsqu'il en serait usé d'une façon grossière et injurieuse à son égard.»

— En 1872, les télégraphes suisses ont transporté 3,632,059 dépêches tant internes qu'internationales. La recette a été de 1,633,330 fr., soit 307,971 fr. de plus qu'en 1871. Il reste un solde actif de 41,346 fr.

Espagne.

Le correspondant du Temps explique ainsi qu'il suit les causes de la crise ministérielle en Espagne.

«Le gouvernement était très-embarrassé pour nommer les fonctionnaires. C'est cet embarras qui a produit la crise ministérielle.»

«D'une part, les notables du parti républicain paraissent résolus à refuser tout poste important, surtout les postes de préfets ou gouverneurs de province, tant que le ministère ne sera pas tout entier composé de républicains; d'autre part, la masse du parti fédéral, notamment les populations de Saragosse, de Barcelone, de Valence, de Malaga, de Cadix, de Séville, de Grenade, etc., paraissent bien décidées à se mettre en révolution, si on veut leur imposer des fonctionnaires pris dans la majorité progressiste-radical de l'Assemblée souveraine.»

«Des commissions, qui arrivent tous les jours à Madrid de presque toutes les provinces, font clairement comprendre au ministère que telle est la volonté absolue de ces populations. Partout on est prêt à nommer des jurés révolutionnaires si le gouvernement ne cède pas sur ce point. Mais jusqu'à présent les membres radicaux du conseil des ministres ont soutenu avec la plus grande énergie que, représentant la majorité de l'Assemblée, ils avaient le droit de prendre la majorité des gouverneurs dans le parti progressiste. De là des discussions interminables et violentes qui n'aboutissent à aucun résultat.»

«La difficulté était encore compliquée par ce fait curieux qu'un grand nombre de radicaux, en dépit de leur désir de conserver le pouvoir et de profiter de la curée, ont, eux aussi, comme les notables républicains, refusé les places offertes, tant ils avaient le sentiment qu'en les acceptant ils s'exposaient aux plus graves dangers. Aussi n'avait-on trouvé avant-hier que quatorze gouverneurs de bonne volonté pour les quarante-neuf provinces d'Espagne.»

«Il était pourtant clair que, sous peine de se heurter à des mouvements insurrectionnels sur un grand nombre de points, il fallait prendre immédiatement un parti décisif. C'est ce que le président du conseil et ses collègues ont fait hier. Ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient plus répondre du maintien de l'ordre, si le mi-

nistère ne devenait pas homogène, c'est-à-dire exclusivement composé de républicains.

«La discussion a été vive; les ministres progressistes n'auraient pas la moindre envie de céder leurs portefeuilles à d'autres, et pour les obliger à composer, il a fallu les menacer d'une retraite immédiate des quatre ministres républicains. Or, il n'y avait pas moyen de douter que, dans ce cas, la révolution se ferait prompt, et que les progressistes n'auraient pas assez d'influence sur l'armée pour combattre les insurrections avec des chances de succès. Voilà en quelques mots le caractère de la crise actuelle, qui, si je ne me trompe, n'est pas encore terminée ce matin.»

Nous trouvons dans l'Imparcial les détails suivants sur les journées du 24 et du 25 à Madrid:

«La nouvelle de la crise a causé dans la population un certain émoi.

«Au Congrès, M. Martos, président de l'Assemblée, en vue de la gravité des circonstances et des nouvelles alarmantes qui circulaient dans le palais relativement à l'attitude de Madrid, s'investissant de toute l'autorité que lui accorda sa charge, résolut de conférer au général Moriones le commandement en chef des forces militaires de Madrid, l'engageant à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour rétablir promptement l'ordre public dans le cas où il serait troublé.»

«Le général Moriones, après avoir accepté cette mission, confia plusieurs commandements importants, entre autres au général don Fernando Primo de Rivera. Ce dernier ayant été chargé de remplacer le lieutenant-colonel d'un bataillon de chasseurs par un officier du même grade, appela le bataillon sous les armes et rappela aux soldats le devoir de l'armée de respecter les pouvoirs constitués et de soutenir l'ordre.»

«Réfutait ensuite les accusations lancées contre une partie de la garnison en ce qui concerne la discipline, le général a déclaré qu'il venait se mettre à la tête du bataillon pour faire respecter ce grand principe sans lequel l'armée est impossible. Le bataillon a salué le général par des acclamations enthousiastes.

«A cinq heures, le bruit s'est répandu dans la foule que le Congrès venait d'organiser un gouvernement exclusivement républicain, et cette nouvelle a été confirmée quelques instants après par le général Nouvilas, qui est venu sur la place du Congrès communiquer le résultat de la séance à la foule, qui l'a salué aux cris de: «Vive la république!»

«Une heure après, l'issue de la crise était connue dans tout Madrid, et la ville prit, pour ainsi dire, instantanément son aspect accoutumé.»

Voici ce qui se passait à l'Assemblée Nationale.

Le chef du pouvoir prend la parole et dit: «Messieurs les députés et sénateurs.

«Les circonstances graves et difficiles où se trouve le pays ont rendu nécessaire la démission du cabinet. Le pouvoir exécutif nommé par l'Assemblée, s'inspirant des sentiments de patriotisme, d'amour de la paix et de l'ordre, a l'aide de chaque l'un de nous travaillé à fonder la république, a jugé convenable de venir déposer dans les mains de l'Assemblée les pouvoirs qu'elle lui avait confiés.»

«En tout temps et en toute occasion, gouverner veut dire agir, agir activement, énergiquement et sans répit; dans les moments actuels, cette mission des gouvernements devient plus impérieuse encore; et comme dans les circonstances que je viens d'indiquer, le pouvoir exécutif est dans l'impossibilité de gouverner avec une entière liberté; comme il lui faut discuter chaque mesure et chaque acte, bien que tous les ministres soient animés d'un même esprit patriotique et qu'ils n'aient d'autre but et d'autre objet que de consolider la paix, l'ordre public et la république, l'acte de démission collective n'en a pas moins été jugé nécessaire par tous, et nous venons le déposer en ce moment dans vos mains.»

«Je vous prie, monsieur le président de l'Assemblée, de vouloir ordonner que lecture soit faite de cet acte, et je supplie en même temps MM. les représentants de la nation de vouloir bien procéder immédiatement à la nomination de ceux qui doivent nous succéder. Nous ne voulons nullement assumer la responsabilité du moindre retard qui serait apporté dans l'accomplissement de cet acte solennel de nomination de nos successeurs, afin qu'il ne résulte aucune solution de continuité dans le pouvoir.»

«Dans les circonstances actuelles, il est de toute nécessité que l'élection se fasse sans délai. Il faut qu'un cabinet démissionnaire succède de suite celui qui va être appelé à le remplacer par l'Assemblée Nationale. Nous avons reçu notre mandat de votre pouvoir souverain, nous le déposons en ce moment dans vos mains. C'est à votre souveraineté qu'il appartient de nous remplacer au banc d'azur que nous avons l'honneur d'occuper.»

M. le président de l'Assemblée Monsieur le secrétaire, veuillez donner lecture à l'Assemblée de la communication à laquelle il vient d'être fait allusion.

Le secrétaire lit: «Les raisons politiques, un profond amour de la liberté, de l'ordre public, de la patrie, sont l'inspiration duquel se fonde aujourd'hui le gouvernement de la république, nous portent à nous démettre de nos fonctions entre les mains du président de l'Assemblée, afin qu'il en fasse part au pouvoir suprême de la nation. Votre Excellence, en soumettant nos démissions collectives au corps souverain, voudra bien y ajouter le témoignage de notre profond respect pour l'Assemblée Nationale et de notre fervent dévouement à la cause de la république.»

«Que Dieu vous donne de longues années! Madrid, le 24 février 1873.

Signé: Estanislao Figueras, Emilio Castelar, Nicolas Salmeron, Fernando Pi y Margall, Manuel Becerra, Jose-Maria de Beranger, Francisco Salmeron y Alonso, Jose Echegaray.»

A la suite de cette lecture, le président de l'Assemblée prend la parole et, dans un long discours, il expose la situation du pays et la nécessité de sortir promptement de la crise politique suscitée par la démission des ministres du gouvernement.

L'Assemblée Nationale, toute provisoire qu'elle soit, a sa tâche à remplir: elle la mènera à fin. Il faut qu'elle dispose, avant tout, de la question des budgets, de celle de l'esclavage dans les Antilles. Le reste, y compris la haute et importante question de la forme gouvernementale à donner aux institutions du pays, sera du ressort et continuera l'œuvre des Cortes constituantes qui succéderont à l'Assemblée Nationale actuelle.

Après quelques remarques du député Rojo Arias, l'impitoyable de l'Assemblée se traduit dans toutes les parties de l'enceinte parlementaire par les cris de: Aux voix! aux voix!

seil, Grivas, ministre de la guerre, Halikio-... ministre de la justice, Calliphronas, mi-... ministre de l'instruction publique, Bulgari...

bre tous les anciens chefs de l'opposition. L'in-... de la réadmission de Comandouros à la... Chambre ne serait pas nouveau, le cas échéant.

nages officiels japonais franchissaient ouverte-... le seuil d'une église chrétienne orthodoxe.

le droit exclusif de prononcer lui-même ces ar-... rétrécis, qui autrefois entraient dans les attributions...

lité, etc. Certainement le ton de ces articles se-... règle sur le diapason de l'opinion publique;

donner à leur opposition au bill sur l'univer-... sité d'Irlande le caractère d'un vote de dé-... fiance contre le ministère.

Les journaux de l'opposition expliquent cette... défaite, à laquelle personne ne s'attendait...

Le premier a été remplacé par le vicomte... Caravellos et le second par le député Pereira.

Le départ de la Svetlana pour Vladivostok... était fixé au 26, à 11 heures. Le grand-duc...

Le fait de la présence des hauts fonction-... naires japonais dans les églises chrétiennes...

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

On mande de Rome, en date du 1^{er} mars... au soir.

Il existe beaucoup de versions sur des irré-... gularités qui auraient été commises, mais il est...

Le lendemain, M. le grand-duc ne quitta... point le bord de la frégate et voulut bien recevoir...

Le fait de la présence des hauts fonction-... naires japonais dans les églises chrétiennes...

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

On mande de Rome, en date du 1^{er} mars... au soir.

On mande de Rome, en date du 1^{er} mars... au soir.

En général, les élections se sont passées... contrairement à nos prévisions, avec un calme...

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

Après l'échange de compliments d'usage... M. le grand-duc se rendit à l'église du consu-

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE DE LA KIEW. Succursale d'Odessa, qui commencera ses opérations le 1^{er} mars 1873.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 21 FEVRIER 1873. Table with columns for CHANGE, FONDS PUBLICS, CHEMINS DE FER, VALEURS NON LIBÉRÉES, ACTIONS ET OBLIGATIONS, and CHEMINS DE FER (actions).

Bulletin météorologique. DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Table with columns: Lieu, Baromètre, Vent, etc. for various locations like Pétersbourg, Natchinsk, etc.

La famille de Courmand fait part de la perte douloureuse qu'elle vient de faire en la personne de M^{me} Desirée de Courmand...

UNE DEMOISELLE FRANÇAISE diplômée, connaissant l'allemand, désire se placer en Sibirie...

A VENDRE OU A REMETTRE logement de 6 pièces, cuisine, bois et eau, escalier de parade avec suite...

A VENDRE véritable dentelle noire et blanche, taitée, linon et porcelaine de Chine...

A VENDRE véritable dentelle noire et blanche, taitée, linon et porcelaine de Chine...

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

fortes et introduit une taxe de 2 1/2 r. et de 3 1/2 r. par pond sur le sucre brut...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

AVIS.

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

AVIS.

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

DEPOTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG

- 1° Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3. 2° au pont d'Amitschkou, maison Mednikow. 3° Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst. 4° Grande Morskaja, maison Jacquot. 5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky. 6° A. Vassili Ostrow, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

VENTE EN GROS

Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst. Dépôt central et comptoir. Place Michel, maison de l'église catholique, log. n° 42.

Fabrique de parfumeries super fines et hygiéniques. Grand dépôt des spécialités des principales maisons de France et d'Angleterre.

ENCRES A COPIER DE CHEMNITZ. Articles de Paris, de Vienne et de Londres.

AVIS.

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

AVIS.

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

AVIS.

Le conseil de surveillance de la SOCIÉTÉ DE COMMERCE DE LA SIBÉRIE ORIENTALE...

AVIS.

Nous avons décidé le 21 mars de l'année passée de créer une succursale à Vladivostok...

LE MÉMORIAL DIPLOMATIQUE

JOURNAL INTERNATIONAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER. Paraisant le samedi. Directeur: EDOUARD SIMON.

Bureaux: 257, rue Saint-Honoré, à Paris. Prix de l'abonnement: Pour Paris: Six mois, 20 fr.; Un an, 40 fr.

BILAN DE LA BANQUE DE COMMERCE D'AZOW-DON

Au 1^{er} février 1873. A Taganrog. Succursales. TOTAL.

Table with columns: A Taganrog, Succursales, TOTAL. Rows include: ACTIF, Caisse, Comptes-courants, Succursale à Rostow, etc.

En vente chez E. MELLIER, libraire de la Cour Impériale, au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à Saint-Petersbourg.

OUVRAGES DE PIÉTÉ, D'ÉDIFICATION ET DE THÉOLOGIE.

- ARIEL. Les jeunes martyrs de la Réformation. 1 vol. in-12. Prix 55 c. ALEY (Ernest). Les Camisards. (1702-1711). 1 vol. in-12. Prix 70 c. SAINT AUGUSTIN. Les Confessions, traduction française d'Arnand d'Andilly. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 60 c. BASTIE (pasteur). Sermons. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BAUDRY (M^{re}). Le cœur de Jésus, pensées chrétiennes. 1 fort vol. in-12. Prix 1 r. 40 c. BAVTAIN. Méditations sur les éphés et les évangiles du carême. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BAUX-LAFORTE. Histoire populaire du protestantisme. 1 vol. in-12. Prix 70 c. BECHARD. La commune, l'église et l'état dans leurs rapports avec les classes laborieuses. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. Avec des restrictions. BERNIER. Sermons. 4 vol. in-12. Prix 5 r. — La Solidarité. 1 vol. in-12. Prix 65 c. BERTOT. Essai sur la Providence. 1 vol. in-12. Prix 70 c. BEZE (Théodore de). Vie de J. Calvin. 1 vol. in-18. Prix 1 r. 75 c. BOIS (Charles). Évangile et liberté. Conférences. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. BONAR (pasteur). Vie du révérend Mac-Cheyne. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. LE BONHEUR DU PEUPLE ou les expériences du père François. 1 vol. in-18. Prix 30 c. BONNECROISE. Histoire sacrée ou précis historique de la Bible. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Les réformateurs avant la Réforme. XV^e siècle. Jean Huss, Gerson et le concile de Constance. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 10 c. BONNET (L. pasteur). La famille de Béthanie. Méditations sur la maladie, la mort et la résurrection de Lazare. 1 vol. in-12. Prix 90 cop. — Le miracle dans la vie du Sauveur. Discours. 1 vol. in-12. Prix 70 c. BONSTETEN. Le Latium ancien et moderne ou voyage sur la scène des six derniers livres de l'Énéide. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BORREL. Étude biblique sur les œuvres visibles de la création. 1 vol. in-12. Prix 70 c. BOSSUET. De la connaissance de Dieu et de soi-même. 1 vol. in-12. Prix 90 cop. — Le même. Jolie édition de Techener, revue par Sylvestre de Sacy. 1 vol. in-12. Prix 2 r. 40 c. — Défense de l'Église gallicane. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Élévations à Dieu. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — L'Esprit de Bossuet présenté aux gens du monde. 1 vol. in-16. Prix 1 r. 75 c. BOSSUET. L'homme à l'école de Bossuet, extrait de ses œuvres et précédé de sa vie par Champagny. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 10 c. — Méditations sur l'Évangile. 2 vol. in-18. Prix 1 r. 5 c. — Œuvres spirituelles. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 40 c. — Oraisons funèbres. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 10 c. BOUGAUD. Histoire de sainte Chantal et des origines de la visitation. 2 vol. in-12. Prix 3 r. 20 cop. — Histoire de sainte Monique. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 60 c. BOUYER (pasteur). Le chrétien ou l'homme accompli. Conférences. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — Lettres d'un malade à un malade. 1 vol. in-12. Prix 70 c. BROUËL (Princesse). Les vertus chrétiennes expliquées par les récits tirés de la Vie des Saints. 2 vol. in-12. Tome 1^{er}: Les vertus théologales; Tome 2^e: Les commandements de Dieu et de l'Église. Prix 2 r. 50 c. BRUNO-GAMBINI. De la charité chrétienne et de son application à la bienfaisance particulière. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BUDÉ. Vie de François Turretin, théologien genevois. 1623-1687. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — Vie de Jean Diodati, théologien genevois. 1576-1649. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BUNGENER. Christ et le siècle. quatre discours. 1 vol. in-12. Prix 45 c. — Saint Paul, sa vie, son œuvre et ses éphés. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 40 c. — Un sermon sous Louis XIV. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BUSSON (L'abbé). L'esprit de saint François de Sales à l'usage des personnes pieuses vivant dans le monde. 1 vol. in-12. Prix 90 c. CAILLAU. Histoire critique et religieuse de Notre-Dame de Lorette. 1 vol. in-12. Prix 70 c. CAIRD (John). De la religion dans les choses de la vie usuelle. 1 vol. in-12. Prix 25 c. CAPEFÈGUE. Saint Bernard. 1 vol. in-12. Prix 65 c. CART (pasteur). Pierre Viret, le réformateur vaudois. Biographie populaire. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. CASTEL. Les huguenots et la constitution de l'Église réformée de France en 1559. 1 vol. in-12. Prix 90 c. CATECHISME du diocèse de Paris. 1 vol. in-16 cartonné. Prix 25 c. CATECHISME ou manuel d'instruction chrétienne. 1 vol. in-12 cartonné. Prix 30 c. CELLERIER. Pensées pieuses sur divers sujets. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. CHASSAY. Manuel d'une femme chrétienne. 1 vol. in-12. Prix 90 c. — La pureté du cœur. 1 vol. in-12. Prix 90 c. (Avec des restrictions.) CHAPUIS. Le culte domestique. 1 vol. in-12. Prix 80 c. — Souvenirs de Samuel Chappuis, sa vie et sa théologie, par Monastier et Rambert. 1 vol. in-12. Prix 90 c. CHATELAIN. Silos, courtes méditations. 1 vol. in-12. Prix 65 c. LE CHRISTIANISME au quatrième siècle. Constantin, Ambroise, Augustin. Séances historiques (2^e série) par de Gasparin, Bungeuer et de Pressensé. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. CLAUDE. Les Psaumes, traduction nouvelle suivie de notes et réflexions. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. COMBAT (abbé). La connaissance de Jésus-Christ ou le dogme de l'incarnation. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. COQUEREL. Christologie ou essai sur la personne et l'œuvre de Jésus-Christ. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 45 c. — Cours de religion chrétienne. Résumé à l'usage des catéchumènes. 1 vol. in-12. Prix 55 c. — Le culte de la vierge, sermon. 1 broch. in-12. Prix 20 c. — Les deux symbolismes, protestant et catholique, sermon. 1 broch. in-12. Prix 20 c. — Esquisses poétiques de l'ancien Testament. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — L'excommunication, sermon. 1 broch. in-12. Prix 20 c. — Histoire sainte et analyse de la Bible avec une critique sacrée élémentaire et un ordre de lecture des livres saints. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Jean Calas et sa famille. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 75 c. — L'oraison dominicale, considérée comme un résumé du christianisme, huit sermons. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — Réponse au livre du docteur Strauss: La vie de Jésus. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Sermons. Troisième recueil. 1 vol. Prix de chaque volume 1 r. 25 c. COULIN. Le fils de l'homme. Conférences. 1 vol. in-12. Prix 90 c. — Les œuvres chrétiennes. Conférences prêchées à Genève. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Homélies. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 75 c. — La vocation du chrétien. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. CRÉTEAU-JOLY. Clément XIV et les jésuites, ou histoire de la destruction des jésuites. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — Histoire religieuse, politique et littéraire de la compagnie de Jésus. 6 vol. in-12. Prix 4 r. 20 c. (Avec des restrictions.) DELMAS. L'Église réformée de la Rochelle. Étude historique. 1 vol. in-12. Prix 65 c. DESCOMBES. Histoire des missions évangéliques. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 10 c. DESPLANDS. Échos de la parole de Dieu. Discours évangéliques. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. DIHOMBRES. Foi et patrie. Discours prononcés pendant le siège de Paris. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. — Sermons et homélies. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. BROZ (Joseph). Pensées sur le christianisme. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. DUCHASSAING. La religion rationnelle. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. DUPANLOUP (évêque d'Orléans). La charité chrétienne et ses œuvres. 1 vol. in-12. Prix 70 c. — L'enfant. 1 joli volume in-12. Prix 1 r. 60 c. — La femme studieuse. 1 joli vol. in-12. Prix 1 r. 60 c. — Le mariage chrétien. 1 joli vol. in-12. Prix 1 r. 60 c. EMERICH. La douloureuse passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ. 1 vol. in-12. Prix 90 c. — Vie de Jésus-Christ écrite par Clément Brentano, d'après les visions d'Anne-Catherine Emmerich. 6 vol. in-12. Prix 5 r. 25 c. EMERICH. Vie de la Sainte-Vierge rédigée par Clément Brentano. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 30 c. ESTOUËL. Essai sur l'autorité de l'ancien Testament. 1 vol. in-12. Prix 45 c. ÈTES-VOUS HEUREUX? mais pleinement heureux? 1 vol. in-12. Prix 30 c. LES QUATRE ÉVANGÉLISTES expliqués par les pères et les docteurs de l'Église. 1 fort vol. in-12. Prix 90 c. EXPLICATION simple et pratique de l'épître de saint Paul aux Romains. 1 vol. in-18. Prix 35 c. FABER (R.-P.). Progrès de l'âme dans la vie spirituelle. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. — Tout pour Jésus ou voies faciles de l'amour divin. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. FALLOUX. Histoire de saint Pie V, pape de l'ordre des frères prêcheurs. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 45 c. FÉLIX. Jésus-Christ et la critique nouvelle. 1 vol. in-12. Prix 35 c. FLECHER. Histoire de Théodose le Grand. 1 vol. in-12 relié. Prix 1 r. FRAISSINET. L'irréligion. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. FRANÇOIS DE SALES. Lettres adressées aux gens du monde, avec une préface de Sylvestre de Sacy. Jolie édition de Techener. 1 vol. in-12. Prix 2 r. 40 c. FROSSARD. Catechisme protestant. 1 vol. in-12. Prix 45 c. — Le manuel des chrétiens protestants. 1 vol. in-12. Prix 55 c. GASPARIAN. Le Christianisme au moyen-âge. Séances historiques. 1 vol. in-12. Prix 70 c. — Le mariage au point de vue chrétien. 3 vol. in-12. Prix 2 r. 80 c. GAUME (M^{re}). Abrégé du catéchisme de persévérance. 1 vol. in-16 cartonné. Prix 65 c. — Petit catéchisme des mères à l'usage des enfants de 6 à 8 ans. 1 vol. in-32. Prix 15 c. — Le signe de la croix au XIX^e siècle. 1 vol. in-12. Prix 70 c. — Le nouveau Testament de N. S. Jésus-Christ. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 45 c. — Les trois Rome. Journal d'un voyage en Italie. 4 vol. in-12. Prix 5 r. 60 c. GAVAZZI (Chapelin de Garibaldi). Sermons. 1 vol. in-12. Prix 70 c. GÉNÉROSITÉ ET DOUCEUR ou les héroïnes chrétiennes, par l'abbé L. A. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. GENOUË. Vie de Jésus-Christ d'après le texte des quatre évangélistes. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. GERY. Vies des saints. 4 vol. in-12. Prix 4 r. 20 c. GONDON. Histoire de saint Augustin. 1 vol. in-12. Prix 90 c. GONZALEZ. Le pape en tous les temps et spécialement au XIX^e siècle. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. GRANDPIERRE. Le guide du fidèle à la table sacrée ou méditations sur la commune de St-Gène. 1 vol. in-12. Prix 65 c. — Tristesse et consolation, méditations dédiées aux affligés. 1 vol. in-12. Prix 70 c. LES GRANDS HOMMES DE L'ÉGLISE. Histoire de l'Église en biographies. 1 fort vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. GRATRY. De la connaissance de l'âme. 2 v. in-12. Prix 35 c. — Henri Perreye. 1 v. in-12; prix 90 c. — Lettres sur la religion. 1 v. in-12; prix 1 r. 15 cop. — La philosophie du Crédo. 1 v. in-12; prix 90 cop. — Les Sources. Conseils pour la conduite de l'esprit. 2 v. in-18; prix 1 r. 35 c. GRENADE (R. P.). Le guide des pêcheurs. 2 v. in-12; prix 1 r. 5 c. GRIFFET. Méditations pour tous les jours de l'année. 1 fort vol. in-12; prix 40 c. GRIGNON DE MONTFORT. Traité de la vraie dévotion à la Sainte-Vierge. 1 v. in-16; prix 35 cop. GUILLOIS. Explication historique, dogmatique, morale, liturgique et canonique du catéchisme. 4 v. in-12. Prix 4 r. 20 c. GUIZOT. Méditations sur l'essence de la religion chrétienne. 1 v. in-12; prix 1 r. 60 c. — Méditations sur l'état actuel de la religion chrétienne. 1 v. in-12; prix 1 r. 60 c. HAAG. Vie de Calvin. 1 v. in-16; prix 35 c. HAIN-HAIN (comtesse). Les martyrs. Tableau des trois premiers siècles de l'Église chrétienne. 2 v. in-12; prix 2 r. 10 c. (Avec des restrictions.) Les pères du désert. 2 v. in-12; prix 1 r. 75 c. Une voix de Jérusalem. Considérations d'un neophyte sur la vie catholique. 1 v. in-12; prix 70 c. HARENS. Guide du lecteur de la Bible. 1 v. in-12; prix 1 r. 5 c. HERBERT (Abbé). L'imitation de Jésus-Christ méditée. 2 v. in-12; prix 2 r. 10 c. HOFF. Vie de Martin Luther. 1 v. in-12; prix 70 cop. HOSEMANN. Histoire abrégée de Luther et de la Réformation. 1 v. in-12; prix 60 c. JACQUIN. Dictionnaire de théologie à l'usage des gens du monde. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 40 c. LES JÉSUITES jugés par les rois, les évêques et le pape. 1 vol. in-12. Prix 70 c. Avec des restrictions. JEANOT ETERNEL, traduit de l'anglais. 1 vol. in-18. Prix 70 c. JUILLET. Devant la croix, poésies. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. KRAUSE. Les brebis du Seigneur, leurs privilèges et leurs devoirs. 1 vol. in-12. Prix 35 c. LACORDAIRE. Sainte Marie-Madeleine. 1 vol. in-12. Prix 70 c. — Vie de St-Dominique. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 c. Avec des restrictions. LANDEOT (M^{re}). Les béatitudes évangéliques. Conférences aux dames du monde. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 75 c. — Le Christ de la tradition. 2 forts vol. in-12. Prix 2 r. 45 c. — La femme forte. Conférences destinées aux femmes du monde. 1 vol. in-12. Prix 90 c. — La femme pieuse. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 75 c. LASERRE (Henri). Notre-Dame de Lourdes. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c. LAURENT. L'Église et l'Etat. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 45 c. ESSAI sur la vie de Jean-Gaspard Lavater. 1 vol. in-12. Prix 70 c. 475 (A continuer.)